

Les élections européennes du 25 mai 2014 précipitent une crise politique de grande ampleur

☒ Les élections européennes en France viennent de se transformer en un événement politique majeur, historique.

Un pas qualitatif a en effet été franchi dans le processus, révolutionnaire, engagé par le peuple français pour se libérer du carcan dévastateur de l'Union Européenne, outil du grand capital, aux mains de l'oligarchie financière, celle que promettait de combattre François Hollande dans son programme de candidature à la Présidence de la République.

Qu'on ne s'y trompe pas, en dépit de ce qu'ont pu mettre en avant pour masquer l'importance de l'événement des commentateurs, experts ou politiques abasourdis par le souffle de la déflagration, le premier parti de France n'est pas « le parti des abstentionnistes ».

Le premier parti est le Front National, seul parti à mettre en avant le mot d'ordre de « sortir de l'UE », **soutenu** activement par l'immense majorité des citoyens qui ne sont pas allés voter.

Comment parler d'activité pour des millions qui n'ont pas bougé me direz-vous !

Très simple : **tous le monde savait que le FN arriverait en tête.**

Depuis des mois, et plus encore après les municipales, tous les sondages largement diffusés et commentés, martelés dans les médias annonçaient le résultat.

Deux jours avant le scrutin le groupe Nice-Matin, Var-Matin sortait dans l'ensemble de ses éditions une interview de BHL, sur une pleine page et sous un titre en gros et gras : **BHL : « Le FN en tête, honte pour chacun d'entre nous ».**

Et les abstentionnistes se sont abstenus.

Ils ont décidé de ne pas aller voter, en dépit de toutes les pressions, pour les partis qui appelaient au maintien de la France dans l'UE, à quelque degré que ce soit.

Ils ont décidé de laisser le Front National en tête.

Dans le Var, par exemple, sur les 153 communes le FN est arrivé premier dans 146 !

Toulon qui vient de ré-élire la liste UMP dès le premier tour des municipales met le FN en tête, avec plus de 30 % des voix, devant l'UMP.

A La Seyne sur Mer le FN fait près de 35 % et le PS qui vient d'être ré-élu aux municipales 12,5 %.

A Fréjus qui vient de se donner un maire FN dont une des premières décisions a été d'enlever le drapeau de l'UE de l'hôtel de ville, le FN frôle les 42 %; le PS qui avait brandi l'étendard de la reconquête, se retrouve à moins de 9 %!

Au plan national le PS obtient à peine un peu plus de 2 millions et demi de suffrages, sur les 46 millions et demi électeurs inscrits, soit 5,6 % !

Alors la caste politico-médiatique, visage fermé – oh les têtes à la télé le soir : jubilatoire de chez jubilatoire – s'est empressée de nous expliquer que ça ne changeait rien, que le rapport des forces au Parlement européen n'était modifié qu'à la marge, que de toutes les façons les élus FN ne pourraient rien faire, sous entendu ne pourraient pas bloquer l'UE, ses directives, les négociations sur le traité transatlantique, sa destruction programmée des états nations,

de la démocratie, des acquis sociaux...

Le premier Ministre – oh la tête!- s'est empressé de nous expliquer que ça ne changeait rien, qu'il allait continuer de mettre en œuvre la politique de la gauche, du PS, en mettant avec cynisme les points sur les i : *« Je vous dois la vérité, nous devons faire preuve de courage car la France doit se réformer...le gouvernement agit...nous continuerons à agir avec énergie. »*.

En 2005 le « non » de 54 % des Français au référendum du 29 mai avait bloqué l'adoption du traité constitutionnel. L'UE s'en était accommodée en faisant adopter par l'UMP et le PS dans le cadre du Congrès de Versailles du 4 février 2008 le « traité de Lisbonne » reprenant l'essentiel du traité constitutionnel.

Aujourd'hui le PS est massivement rejeté et commence à se déchirer, l'UMP est en pleine explosion.

A n'en pas douter le peuple de France prenant appui sur le 25 mai n'acceptera pas sans réagir que lui soit encore imposé une politique de régression imposée par l'UE.

A n'en pas douter on peut s'attendre à de nouveaux développements de la crise politique qui secoue la France et à travers elle l'Union Européenne.

Jean Théron